

Six commentaires sur le débat géopolitique, la situation mondiale et les impérialismes

mardi 30 décembre 2014, par [LOTFI Chawqui](#) (Date de rédaction antérieure : 29 décembre 2014).

Dans le cadre de la réflexion engagée sur la situation géopolitique mondiale et les impérialismes, je souhaite présenter quelques remarques par rapport aux contributions de Pierre Rousset, sans aborder tous les points qu'il traite. Je partage l'essentiel sur le plan de la méthode d'analyses et des constats faits. Il me semble cependant que certains points devraient être précisés ou approfondis. Voici, en essayant d'être synthétiques à partir d'une lecture croisée des deux contributions [1].

1) Il est juste de tenir compte du changement d'ampleur du cadre géopolitique dont les effets commencent à se déployer, mais dans ce changement il y a des « inerties » ou des contre-tendances » dont il nous faut tenir compte pour ne pas avoir une vision unilatérale du basculement du monde. Ainsi par exemple le déclin de l'impérialisme américain, réel, est plus limité ou contradictoire que l'on pense. Pas seulement parce que les USA possèdent encore des ressources de domination incontestées (le dollar, les capacités militaires et technologiques, une capacité plus importante à transférer la facture de la crise...), mais parce que, y compris là où l'échec est patent en termes de contrôle militaire ou de stabilisation politique, il n'y a pas d'impact structurel sur la logique de domination et d'accumulation du capital. Ou dit autrement même dans les situations de crise permanente, la machine économique avec sa logique prédatrice tourne... L'intégration même chaotique à la mondialisation capitaliste et militariste est réelle. Les profits pétroliers en Irak connectés aux multinationales américaines restent à un niveau important depuis la première intervention à nos jours... Ce qu'il y a effectivement de relativement nouveau c'est que les territoires rentables, les espaces géographiques de l'accumulation ne coïncident plus nécessairement avec les espaces des Etats nationaux et les besoins d'une légitimation globale. Mais cette situation reste gérable. Si il y a bien une crise de *leadership*, en raison des évolutions des rapports de forces internationaux (Chine, pays émergents...), de la structure de l'économie mondiale (où la distinction NORD/SUD n'est pas fonctionnelle) et des rapports Etats/accumulation mondiale du capital, les États-Unis et l'Union européenne (bien plus que la Chine ou la Russie) restent la colonne vertébrale de la structuration ou mise en musique des exigences de la mondialisation.

Entre les changements du centre de gravité de l'économie mondiale et leurs effets structurants sur les politiques internationales à un niveau global et pas seulement régional, il y a encore place à des réajustements d'ampleur qui ne sont pas, loin de là, achevés. Le « *déclin de l'Empire peut durer longtemps* ». Il est aussi assez significatif par exemple qu'en Tunisie et en Egypte après les soulèvements populaires, au-delà des difficultés à intervenir dans les processus politiques et les formes concrètes de la transition ordonnée, il n'y a pas eu de difficultés ou d'obstacles majeurs pour que soit garantie la continuité des politiques économiques menées sous les dictatures (et même leur amplification) et le maintien du *statu quo* dans les relations avec l'État d'Israël. Ou si l'on veut la crise (relative) du *leadership* ne signifie pas une perte des capacités de réajustements dans la gestion des crises. Peut-être sans « plan stratégique », peut être avec plus de difficultés qu'avant, mais avec une capacité encore réelle à imposer les fondamentaux géostratégiques et géoéconomiques qui correspondent à leurs intérêts (même quand les « choix imposés » sont autant

de facteurs aggravants d'instabilité).

Pour illustrer autrement : l'avènement de gouvernements « progressistes » dans certains Etats d'Amérique latine a abouti à un réajustement des politiques américaines visant à neutraliser ou limiter leurs effets avec un certain succès sans recourir nécessairement une intervention militaire ou à des coups d'État de l'ampleur du Chili d'Allende. Est-ce qu'on doit « lire » l'absence de ce mode d'intervention (ou à la marge) comme un signe unilatéral de perte d'influence et de recul ? Est-ce que par le passé Washington a toujours planifié l'imposition de son ordre ?

2) Par contre sous l'effet d'une crise relative du *leadership* et de la manière dont s'est développée la mondialisation, les rapports néocoloniaux et les alliances internationales de classes qui les fondent sont devenus plus complexes. L'Arabie saoudite (et plus largement les alliés stratégiques des USA dans la région) par exemple n'est plus ce chien de garde docile de l'impérialisme. Non pas parce qu'il s'oppose à ce dernier, mais parce qu'au-delà de sa fonction de relais des intérêts stratégiques des USA, il y a maintenant très nettement une politique globale qui intègre les intérêts spécifiques des pétromonarchies (elles-mêmes en concurrence). Intérêts spécifiques qui peuvent, dans certaines conjonctures concrètes diverger avec le tuteur principal et qui se déploient sur l'échelle régionale. L'Arabie saoudite a soutenu Moubarak jusqu'au bout là où les EU l'ont lâché, soutenu le parti Nour alors que l'oncle Sam s'activait auprès des frères musulmans, financé et armé les courants de l'islam politique ouvertement hostile aux USA en Syrie, etc... Cette évolution (une forme de réponse conservatrice à la fois au projet du grand Moyen-Orient et notamment de ses aspects de démocratie restreinte et formelle, mais aussi à la dynamique des processus révolutionnaires) renvoie à une base matérielle : la construction à la faveur des libéralisations successives d'un proto-empire économique régional en expansion bâti à la fois sur l'essor d'investissements en pétrodollars, de la constitution de fonds souverains et de la mise sous tutelle... d'un certain nombre de budgets étatiques (l'Arabie saoudite finance une part considérable des budgets publics de l'Égypte par exemple). Tout cela articulé à des moyens financiers et militaires considérables dans la région.

Autrement dit, je ne sais pas si on peut parler de (sous) impérialisme, mais il y a une politique expansionniste clairement assumée et une autonomie relative plus grande que par le passé. On peut dire la même chose pour les rapports de l'État d'Israël aux EU aujourd'hui... Cette réalité pose un problème politique considérable. Non seulement il y a une interaction plus forte entre le national/régional/international avec une multiplicité d'acteurs qui ne s'opposent pas de la même manière aux soulèvements et aspirations populaires et dont il faut examiner à chaque fois les politiques concrètes, les intérêts nationaux et éventuellement les contradictions (sans se contenter de rappeler leur connivence stratégique bien réelle), mais il peut s'avérer que la force principale de la contre-révolution dans certaines situations concrètes n'est pas nécessairement la grande puissance impérialiste. Celle-ci le reste sur le plan stratégique, mais dans une conjoncture donnée la réalité peut s'avérer plus complexe. Dans le cas de la Syrie, bien plus que l'intervention américaine ou européenne, les populations payent le prix d'abord de la militarisation de la répression par la dictature (elle-même alliée à des puissances régionales : Iran, Russie...) et de la réaction militaro-fasciste soutenu pendant longtemps par les théocraties et d'un point de vue régional, il s'avère que l'Arabie saoudite concentre le foyer de la contre-révolution. Autrement dit les ennemis sont multiples et ne rentrent plus dans une bipolarisation simple.

3) Ce que tu dis sur l'émancipation du politique par les bourgeoisies impérialistes est important. Et je partage les raisons que tu évoques. Cependant ce que tu dis me paraît opérationnel pour anticiper l'évolution des démocraties bourgeoises et de leur crise structurelle. Mais dans ce qui a été considéré comme les pays de la périphérie, y a-t-il un changement qualitatif par rapport au passé aussi bien lointain que récent ? Les modes spécifiques de domination que tu évoques (populisme, régimes clientélistes...) ont été progressivement déstructurés, mais assez rapidement au cours des décennies précédentes dans une majorité de cas. Et enfin de compte, les modes de légitimation

spécifiques (obstacles relatif à une intégration « inconditionnelle » au marché mondial) n'ont pas concerné toutes les régions du monde (une bonne partie de pays africains par exemple, malgré une corruption structurelle, sont plus des colonies non déclarées que des néocolonies, ce qui est une des explications de l'ampleur et multiplicité des crises sociales et politiques récurrentes). Et même quand « ça fonctionnait » c'était, à part de courtes périodes, sur la base d'une légitimité restreinte et d'une base sociale très étroite. Sans doute aujourd'hui, il y a une multiplication des « nœuds de crise », un état d'instabilité plus profond avec des foyers multiples, des conséquences en chaîne et des effets régionaux, mais ce n'est pas tout à fait nouveau ou inédit...

Deuxième point sur lequel je m'interroge : la fin de la politique n'est que l'avènement (encore inachevé) d'une autre politique consubstantielle au projet stratégique des bourgeoisies qui visent à la restauration d'un capitalisme pur sans médiations. Cette autre politique renverse le rapport consentement/violence dans la construction politique de la domination de classe et impérialiste. Sans doute ce processus n'est pas achevé et signerait pour le coup l'avènement d'une autre époque. Mais faut-il en tirer comme conclusion que l'Etat n'est déjà plus qu'un majordome ou que les bourgeoisies sont en train de liquider des siècles de savoir-faire utile à leur domination ? L'intervention des Etats en 2008 pour aider leurs bourgeoisies face à une des plus grandes crises du capitalisme et le recours de ces mêmes bourgeoisies à leur propre Etat est significative. Tout comme les constructions politiques idéologiques culturelles morales qui accompagnent l'offensive de la bourgeoisie sur une série de terrains montrent qu'elles ne liquident pas des siècles de savoir-faire utile à leur domination... Il est vrai qu'elles semblent s'accommoder « *de la crise comme d'un état permanent* », s'insérant « *dans un fonctionnement normal du nouveau système global de domination* ». Mais avec une question irrésolue pour le moment et dont la réponse concrète dépendra de la lutte des classes : les bourgeoisies doivent balayer ou restructurer profondément leur système de domination pour en formuler un qui correspond aux transformations actuelles de leur base matérielle (poids spécifique la finance, moindre dépendance au territoire d'origine, composition multinationale des capitaux...), des rapports de forces sociaux (dégradés pour notre camp) et des nouveaux rapports conflictuels sur le terrain international. Les armatures du passé ne fonctionnent plus de la même manière. Mais elles savent aussi (les siècles de savoir-faire) au moins pour une partie d'entre elles que les situations d'instabilité prolongées, de crises sociales et économiques combinées à l'effondrement de légitimité, peuvent devenir sur la durée des freins à l'expansion mondialisée du capital et une menace pour leur domination. Le chaos peut-il être une stratégie à long terme ? La cristallisation sous des formes diverses de régimes autoritaires, même à partir de dynamiques non maîtrisées, est-elle viable pour elles ? Autre chose est par contre de la manière dont la question est tranchée dans les pays dits périphériques où de larges fractions de la population sont exclues du marché mondial et sont en « trop », ou dans les régions qui sont un confluent des rivalités internationales. Là, que la crise soit permanente, que les sociétés explosent, que les Etats se délitent, que la guerre s'installe, que les catastrophes sociales et écologiques s'accumulent, elles gèrent dans le seul souci que cela n'impacte pas les circuits de la prédation internationale et la maîtrise des ressources.

4) Sur la question de la solidarité et le débat sur l'armement [2]. Je partage l'essentiel. On est en réalité dans un contexte nouveau. Les soulèvements populaires ne sont pas le fruit d'une accumulation des forces dotée d'un projet stratégique impliquant une dimension militaire. Les Etats sont (sur-)armés en quantité et qualité pour mener une guerre longue d'usure bâtie sur une stratégie de terreur et de déplacement forcé visant à désarticuler les bases sociales et humaines de la révolution, mais aussi à anéantir toute possibilité d'accumulation/ réorganisation de force à partir des « territoires libérés ». Ils disposent d'appuis internationaux et jouent y compris avec leurs adversaires/concurrent régionaux pour alimenter une stratégie de chaos et de terre brûlée. Le différentiel est important et ne peut être comblé par un processus d'enracinement politique et social ni par un processus d'auto armement progressif qui équilibrerait relativement les forces. La tragédie

syrienne tient au fait que les coordinations civiles et populaires n'ont pas été l'ossature de la construction d'un contre-pouvoir populaire armé ni la colonne vertébrale de la construction, sur un plan national, d'une force révolutionnaire légitime sur le terrain politique et militaire. Et à l'isolement international d'un processus où le peuple n'a pas de représentants reconnus qui reflètent réellement ses aspirations. Dans ce contexte est-il possible de jouer sur les contradictions entre puissances pour dégager une marge de manœuvre favorable au renforcement du camp populaire ? En théorie oui, mais en réalité c'est difficile parce que justement il n'y a pas de forces politiques organisées révolutionnaires légitimes capables d'intervenir sur ces contradictions sans perdre de vue les objectifs de la révolution (ou de démocratie, liberté et justice sociale). Il n'y a pas de FLN vietnamien ou quelque chose de comparable en terme de force de frappe et de capacités tactiques. C'est difficile aussi parce qu'il n'y a pas de courant international de solidarité capable de relayer les pressions sur les Etats à partir des intérêts des peuples en lutte.

Sans doute le PKK fait figure d'exception relative, mais surtout d'exception conjoncturelle. Au-delà des faiblesses spécifiques du PKK dans l'usage d'une diplomatie internationale militante, l'évolution de la situation à Kobané montre maintenant un désintérêt médiatique, une sélectivité de l'aide, une stratégie d'intervention de la coalition qui vise à un rééquilibrage relatif des forces sans bouleverser les intérêts des alliés (la Turquie) et sans objectif d'une victoire politico-militaire menée par les forces de résistances locales. Si il est juste de relayer la demande d'un armement, les capacités réelles pour le faire et l'imposer partiellement sont dérisoires...

La question qui se pose est dès lors de savoir quels sont les axes (de solidarité internationale) qui permettent de faire levier sur la durée pour aider efficacement les résistances démocratiques et populaires (y compris « par ricochet » dans leur dimension armée). La défense du droit à l'armement également en terme de livraisons par les Etats impérialistes n'est pas en soi scandaleuse dans cette conjoncture concrète, mais elle n'a de sens que si existe un soutien spécifique aux courants démocratiques laïcs révolutionnaires anti-impérialistes et la prise en compte des besoins généraux de la lutte. Mener la lutte armée ne dépend pas seulement de l'approvisionnement des armes, mais d'une large infrastructure politique et sociale ; de la combinaison du travail humanitaire, social et des pratiques d'autodéfense, d'une intégration étroite entre luttes civiles et résistances armées, de moyens financiers pour entretenir des brigades de combattants et mener un combat politique large. Toute chose nécessitant par ailleurs la prise en compte du problème des réfugiés dont le poids social et politique sera déterminant sur la durée. Or sur ces différents terrains, nous pouvons, toute proportion gardée, apporter une aide précieuse et nous avons plus d'espaces ou possibilités d'intervention.

La question est donc, au-delà du débat général sur la question de l'armement, de cibler les axes concrets qui permettent de dégager des actions réelles de solidarité qui permettent aux combattants de manger, se soigner, d'informer, se déplacer et se coordonner. Et de se procurer des armes, car maintenant tout s'achète. Et aussi évidemment de donner une visibilité aux résistances qui s'opposent aux différentes contre-révolutions. C'est moins ambitieux que d'organiser des brigades internationales (ça c'est nos ennemis qui ont pris le flambeau) ou de construire des usines d'armement (qui de toute façon sont impossible aujourd'hui), mais c'est extrêmement nécessaire.

5) Lorsque les processus révolutionnaires ont commencé, on pouvait se demander si les soulèvements populaires avec leur contenu social et démocratique et leur déstabilisation de régimes articulés à des partis/Etats capitalistes dépendants n'ouvraient pas la voie (potentielle) à une remise en cause des rapports sociaux internes et des hiérarchies mondiales. A plus forte raison dans un contexte international marqué par la crise globale du capitalisme. Ce potentiel avait aussi une particularité : les peuples s'adressaient, sans exception, à l'humanité, pour soutenir leur combat. Elles posaient de fait la question de l'internationalisme militant. Celui-ci s'est trouvé considérablement affaibli et cet affaiblissement un des éléments clefs de la crise générale du

mouvement ouvrier dont parle Sabado dans sa contribution [3]. Mais cette crise, loin de dégager des points d'appui à la reconstruction d'un nouveau projet stratégique d'émancipation, est en train de s'approfondir avec des conséquences dramatiques en termes d'expériences et de consciences pour les peuples qui ont inauguré les processus révolutionnaires. Le soutien des Etats dits « progressistes » d'Amérique latine aux dictatures, les illusions campistes qui dominent une large partie de la gauche internationale, l'indifférence dogmatique de certains courants d'extrême gauche et la faiblesse des courants anticapitalistes à développer une activité politique et pratique de solidarité auront des conséquences importants à l'intérieur de ces pays. Fait significatif : nous ne sommes plus capables y compris dans des cadres larges par exemple à faire ce qui a été possible il n'y a pas si longtemps que cela en Bosnie en terme de « convois ouvriers ». Pas plus que nous sommes en capacité de tisser des liens plus « denses » avec les courants de la gauche radicale dans ces pays.

Au-delà l'absence de riposte internationale face aux contre-révolutions et d'intervention populaire indépendante des Etats va peser sur le type de reconstruction, si reconstruction il y a, des gauches dans ces pays. Et ce type de dynamique loin d'affaiblir tend à renforcer paradoxalement le campisme. Le campisme n'est pas seulement lié la non prise en compte du basculement du monde et dans l'existence d'une grille de lecture lié à la guerre froide, il est le miroir inversé de l'effondrement de l'internationalisme et se nourrit de lui.

6) La crise de la perspective socialiste a sa traduction concrète dans la région arabe. Il n'existe pas de forces en capacité de refonder un projet d'émancipation à la hauteur des défis ni de renouveler sur le terrain politique les bases d'un nouvel internationalisme alors que les processus ont fait émerger des mobilisations populaires par en bas, des aspirations sociales et démocratiques contradictoires avec l'ordre capitaliste et une dynamique relative de déstabilisation de l'ordre régional. Nous en sommes là. S'il est difficile de faire des plans sur la comète sur le long terme, on peut néanmoins affirmer que le potentiel des processus n'a pas débouché à cette étape sur de « nouvelles expériences fondatrices » même si elles sont riches de leçons, ni ouvert une brèche positive dans la crise générale de la perspective socialiste. Au contraire, par bien des aspects, elle l'approfondit.

L'émergence et consolidation de courants fascistes religieux traduit à la fois l'immense frayeur des théocraties ultra-réactionnaires et en premier lieu de l'Arabie saoudite, des choix méthodiques des dictatures de confessionnalisme la confrontation populaire, des échecs des frères musulmans et des courants institutionnels de l'islam politique, des effets déstabilisateurs de la politique impérialiste, mais aussi de la désorganisation de la gauche comme force légitime et spécifique. Mais aussi en raison de l'absence d'un projet international de solidarité en actes et en phase avec les moteurs sociaux et démocratiques des soulèvements populaires. Cette combinaison régressive n'a pas de réponse de la part du vieux mouvement ouvrier et retarde l'émergence et consolidation de solidarités nouvelles. Là encore avec quels effets sur le terrain ? Or en politique, le temps n'est jamais un facteur neutre et les barbaries quand elles ne sont pas arrêtées à temps produisent des monstres encore plus tenaces et experts en cannibalisme politique.

Amitiés,

Lotfi

Notes

[1] Pour la première, voir sur ESSF (article 33279), [Le chaos géopolitique et ses implications : notes d'introduction pour une réflexion collective](#). La seconde, préparant une réunion du Comité internationale de la QI n'a pas été mise en ligne pour ne pas multiplier les versions provisoires successives. Le texte qui sortira de la discussion le CI le sera.

[2] Voir aussi, ESSF (article 33565), [Pierre Rousset, [Les batailles de Kobanê, d'Alep et le réapprentissage de la solidarité](#).

[3] Voir sur ESSF (article 33323), [Notes sur le débat « Impérialisme et géopolitique »](#).